



Galley Liliane, Bronchi Laurent

Allseas : quand l'avenir des océans se joue en partie à Fribourg

Cosignataires : 0 Réception au SGC : 22.05.25

Dépôt

Le 24 avril dernier, Donald Trump a signé un décret autorisant l'exploitation minière des fonds marins. Ce décret catastrophique pour la biodiversité et l'équilibre des océans ne concerne pas uniquement les eaux territoriales des USA, mais s'étend aussi aux eaux internationales, en complète violation des normes du droit international.

La Suisse, et le Canton de Fribourg, ont un rôle dans cette décision internationale. En effet, l'entreprise qui fournit les bateaux spécialisés dans l'exploitation des fonds marins est basée à Châtel-St-Denis. L'entreprise Allseas prévoit de fournir le navire, les technologies et les financements permettant à l'entreprise minière The Metals Company (TMC) d'effectuer cette exploitation sans l'autorisation de l'AIFM. Le projet pourrait démarrer cet été déjà.

Or, la Suisse fait partie des 31 signataires du moratoire contre l'exploitation commerciale des fonds marins internationaux. A ce titre, lors de la dernière session parlementaire fédérale, le conseiller national vert vaudois Raphaël Mahaim a déposé une interpellation exigeant le respect du moratoire sur l'exploitation minière des fonds marins : <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20253508>.

Au vu des considérations ci-dessus, nous demandons au Conseil d'Etat de répondre aux questions suivantes :

1. De manière générale, quels sont les outils à disposition du canton pour faire respecter les obligations en matière de droit international ?
2. Dans le cadre du non-respect du moratoire sur les énergies fossiles par une entreprise basée à Fribourg, de quelle manière le canton peut-il agir ?
3. En cas de grave violation du droit international par une entreprise fribourgeoise, comment le Canton de Fribourg estime-t-il le dégât d'image et quels sont les outils pour en limiter l'impact ?
4. Quels sont les contacts en cours avec les différents niveaux communaux et fédéraux sur la thématique de l'implication de l'entreprise Allseas dans le forage des eaux internationales ?

—